La CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « pour faire du vaccin un bien commun ». Une pétition pour exiger un changement législatif concret est en ligne.

La France est le dernier pays d'Europe en taux de vaccination avec moins de 3 % de Français

La campagne de vaccination en France a commencé depuis quelques semaines. Déjà, des retards s'accumulent. La France est en effet le dernier pays d'Europe en taux de vaccination avec moins de 3 % de français ayant reçu au moins une dose à ce jour. L'accès à la vaccination est par ailleurs socialement différencié.

En Seine-Saint-Denis par exemple, où la population est l'une des plus touchées par le virus, le taux de vaccination est l'un des plus faibles. Ses centres de vaccination locaux vaccinent autant de personnes extérieures au département que de Séquano-Dionysiens.

Gérés par les plateformes privées du type Doctolib, les rendez-vous sont distribués en fonction des demandes et sans considérations propres aux territoires. Au-delà de cette gestion dramatique de la campagne de vaccination, le pays essuie surtout des retards de livraison, conséquence des négociations menées par l'Union européenne avec les laboratoires.

L'UE aurait négocié avec des laboratoires dont les vaccins n'étaient pas les plus à même de sortir et choisi des laboratoires pour des raisons plus économiques que scientifiques.

Mais si le problème des négociations avec les laboratoires joue un rôle dans ces retards, le principal problème est à chercher du côté du modèle économique de l'industrie pharmaceutique, largement financiarisée.

La période de crise que nous vivons fait suite à des années de stratégies d'optimisation des coûts par les grands groupes pharmaceutiques.

Ces stratégies consistent à délocaliser les usines, à mettre en place une division internationale du travail, à couper au maximum les budgets de la recherche.

C'est le cas de l'entreprise Sanofi qui après avoir déjà supprimé 6 000 emplois en France ces dernières années, lance un quatrième plan d'économie avec 1 700 nouvelles suppressions d'emploi

dont 400 en recherche, alors même que l'entreprise enregistre une hausse de 340 % de bénéfices net cette année et verse 4 milliards de dividendes aux actionnaires.

Cette dépendance des États vis-à-vis des laboratoires est fondée avant tout sur le principe des brevets.

Bien que les recherches sur les formules des vaccins soient quasiment entièrement financées par les États, les formules sont la propriété des entreprises pharmaceutiques.

Notre organisation demande que les formules des vaccins quasi entièrement financés par l'État soient libres, et que les usines en capacité de produire ces vaccins soient mobilisées.

a

Nos demandes

1 La santé pour tous

Nous avons tous droit à la santé. En cas de pandémie, la recherche et les technologies doivent pouvoir être partagées largement, rapidement, à travers le monde. Aucune entreprise privée ne devrait pouvoir décider seule qui a accès aux traitements ou aux vaccins et à quel prix. Les brevets donnent à une seule entreprise le monopole sur des médicaments essentiels. Cela en limite la disponibilité et augmente le coût pour ceux qui en ont besoin.

2 La transparence maintenant !

Les coûts de production, les financements publics, tout comme l'efficacité et la sécurité des vaccins et des médicaments doivent être publics. Les contrats conclus par les autorités avec les entreprises pharmaceutiques ne peuvent pas rester secrets.

3 Argent public, contrôle public

La recherche et le développement de vaccins et de traitements a souvent été financé par des fonds publics, l'argent du contribuable. Ce qui a été payé par les citoyens doit appartenir aux citoyens. Nous ne pouvons pas permettre aux grandes multinationales pharmaceutiques de privatiser des technologies de santé.

4 Pas de profit sur la pandémie

Les grandes multinationales pharmaceutiques ne devraient pas faire de profit sur cette pandémie, au détriment de la santé des gens. Face à une menace collective comme la Covid-19, nous avons besoin de solidarité, pas de profits privés. Des financements publics devraient toujours inclure des garanties sur la disponibilité et le coût des médicaments. Les multinationales pharmaceutiques ne devraient pas être autorisées à piller les systèmes de sécurité sociale.

Signez l'Initiative citoyenne européenne : https://noprofitonpandemic.eu/fr/

Une pétition pour faire du vaccin un bien commun mondial est en ligne. En récoltant 1 million de signatures dans au moins 7 pays européens, nous pourrons exiger que soit débattu à la commission européenne un changement législatif concret sur ces questions.

Cette pétition commence à faire effet car nous avons déjà obtenu qu’une résolution soit adoptée, le 27 janvier 2021 sur les vaccins contre le Covid-19 au Conseil de l'Europe qui appelle à faire des vaccins contre le Covid-19 un bien public mondial.

Public: Infos / actions
COVID-19

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank